

**Motion des 54 enseignants du public et du privé, AESH, ATSEM,
agents territoriaux, parents d'élèves et salariés du privé réunis avec
l'Union Départementale FO, les syndicats FO de l'enseignement et
des territoriaux
le lundi 27 avril 2020**

**Mr le ministre vos consignes ne sont pas réalisables, les conditions
sanitaires n'assureront pas la sécurité des personnels et des élèves :
le 11 mai, la rentrée n'est pas acceptable !**

Alors que la crise sanitaire est loin d'être finie, alors que le virus est toujours là, alors que de multiples pays préfèrent reporter la rentrée à l'école en septembre, le Président a annoncé un retour des élèves dans les classes à partir du 11 mai.

Pourtant, que ce soit la communauté scientifique, l'ordre des médecins, les parents d'élèves, les ATSEM, les AESH, les enseignants tous s'accordent à dire que les conditions de sécurité ne pourront pas être remplies. Faire l'école le 11 mai, c'est mettre en danger personnels, enfants et familles.

Ainsi, compte-tenu :

- Du manque d'espace dans les classes et couloirs des différents établissements,
- Du manque de sanitaire (toilettes et point d'eau) dans les écoles, collèges, lycée pour les personnels et les élèves,
- Des problèmes liés à la mise en place de distanciation entre les élèves,
- De la difficulté à faire respecter des gestes barrière entre ces élèves,
- Du manque de lisibilité sur le nombre d'élèves à accueillir,
- De la difficulté de faire respecter les distances de sécurité lors des récréations dans les jeux extérieurs,
- De la difficulté de mise en œuvre de toutes activités impliquant la transmission d'objet et de l'interdiction d'utiliser les structures de jeux dont les surfaces de contact ne peuvent pas être désinfectées,
- De l'impossibilité de désinfecter les toilettes après chaque utilisateur,
- De l'impossibilité d'accueillir les élèves et les familles en faisant respecter la distance de protection (plus d'un mètre entre les personnes).
- De la difficulté d'assurer les temps de restauration en respectant les recommandations sanitaires, avec un nombre de personnels suffisant
- De l'impossibilité de transporter et/ou de porter des élèves sans risque pour leur santé en respectant les distances de protection, notamment pour les AESH
- De l'impossibilité pour ces personnels AESH de maintenir la distanciation sociale préconisée avec leur élève alors que leur fonction est basée sur la proximité avec ceux-ci,
- De la difficulté de désinfecter les salles de classe suivant des protocoles stricts,
- De la nécessité d'utiliser de nombreux masques FFP2, alors que dans la réalité seuls quelques masques chirurgicaux sont à disposition à ce jour,
- De l'absence du matériel pour une bonne protection (masques, gel...)
- De l'absence des protocoles stricts, précis, de consignes du ministère
- De la difficulté d'organisation matérielle et humaine des temps périscolaires,

L'urgence aujourd'hui n'est pas de reprendre la classe, l'urgence est de faire diminuer le nombre de malades et de protéger les enfants, leur famille, les personnels : **pas de rentrée le 11 mai !**

Il resterait tout au plus 28 jours d'école, en divisant les effectifs suivant les préconisations du ministre, chaque enfant aurait donc environ 9 jours de classe. Est-ce cela qui sauvera l'année scolaire ? Est-ce nécessaire de faire prendre autant de risques aux personnels, à leurs enfants, à leur famille ?

NON, l'école de la république ne doit pas se transformer en garderie au service du monde économique.

Ainsi, comme l'ont déjà fait certains maires, et pour la sécurité de tous, nous invitons les élus à ne pas ouvrir les écoles.

Pour enrayer cette épidémie, faute de vaccin, 2 paramètres ont fait leur preuve :

- Dépistage systématique de tous les élèves et de tous les personnels avant le retour en classe
- Fournir tous les moyens de protection efficace (masques de types FFP2, gants, gels hydro-alcooliques...)

C'est le message passé par la pétition départementale unitaire FO, FSU, UNSA, CGT, SUD et FCPE que nous appelons à signer. Il en va de même pour la pétition nationale initiée par la FNEC-FP-FO.

Nous proposons de nous réunir à nouveau, suite aux annonces du premier ministre sur le plan de dé-confinement pour décider alors d'initiatives pour faire reculer le gouvernement s'il persistait dans cette voie.

A Monistrol le 27 avril,

Voté à l'unanimité des participants